

Renforcement des capacités en TIC pour la surveillance de la santé publique

L'amélioration des moyens d'information et des techniques de communication dans les États et Territoires insulaires du Pacifique du secteur de la santé est à l'évidence un élément clé du bon fonctionnement et de la continuité du réseau ROSSP, largement fondé sur des applications de ces techniques aux fins de la communication, notamment.

Le soutien continu de la CPS et de l'OMS

Pour favoriser cette amélioration, la CPS et l'OMS ont mené, depuis la création du ROSSP, un certain nombre de projets et d'activités de formation afin d'accroître les compétences des États et Territoires insulaires du Pacifique en matière d'utilisation des TIC et l'accessibilité de ces techniques. Ainsi, entre 1998 et 2001, la CPS a inculqué à environ 100 professionnels de la santé de la région les rudiments de la surveillance de la santé publique, et les a initiés à l'utilisation du logiciel EpiInfo 6 (de surveillance de la santé publique) ainsi que de la messagerie électronique (courrier lié à PacNet), du réseau Internet, etc. En 2001, l'OMS a élaboré une stratégie et un projet régionaux sur l'apprentissage ouvert, à l'intention des États et Territoires insulaires du Pacifique. Cette action s'est concrétisée en 2003 par le lancement du Projet d'apprentissage ouvert (POHLN) de l'OMS, qui a été très bien reçu par les agents de santé océaniques. Il présente le double avantage de former des professionnels de la santé sur leur lieu de travail et de leur offrir d'excellents outils de communication électronique.

Nouveau projet lancé en 2004

En 2002, lors des réunions consacrées aux composantes régionales du projet concernant les pays affiliés aux États-Unis d'Amérique, projet qui doit être financé par les Centres de lutte contre la maladie (CDC) de ce pays grâce à des fonds affectés au bioterrorisme, l'accent a bien été mis sur le renforcement des capacités dans le domaine des techniques d'information et de communication appliquées à la surveillance, et sur la communication et la sécurité des données et de l'information. Ce projet a été intégré dans le projet régional financé par les CDC au titre de la lutte contre le bioterrorisme, par l'intermédiaire des États et Territoires océaniques affiliés aux États-Unis d'Amérique et de l'Association des fonctionnaires des services de santé des îles du Pacifique. Ce projet a ensuite été rebaptisé « Renforcement des capacités des États et Territoires insulaires océaniques dans le domaine des techniques de l'information et de la communication appliquées à la surveillance de la santé publique ».

En outre, la CPS recueillait systématiquement des données sur les maladies transmissibles depuis 1974 (SIESPS, n'est plus en service depuis 2003). D'une manière générale, la collecte, la mise à disposition et l'échange de données et d'information demandaient à être améliorés. Ces dernières années, l'idée de créer une base de données océanique sur les maladies transmissibles a été examinée (au sein du Groupe de coordination du ROSSP, par la CPS et l'OMS, ainsi qu'à l'occasion du premier atelier régional EpiNet, en septembre 2003). L'OMS est convenue que la CPS devait être le dépositaire des données océaniques sur les maladies transmissibles. L'élaboration de cette base de données devrait aussi être l'occasion de développer les capacités nationales et territoriales, par la constitution de bases de données sur les maladies transmissibles et l'exercice d'une surveillance plus étendue, développement favorisé par le projet en cours, en particulier sous l'angle de la création d'une base de données et de l'échange de données et d'informations.

Objectif

Dans le cadre du Réseau océanique de surveillance de la santé publique (ROSSP) et dans le domaine des maladies transmissibles pouvant déclencher une flambée épidémique (en

particulier en rapport avec le bioterrorisme), veiller à la sécurité des réseaux locaux et des systèmes de stockage et de transmission de données au sein du ministère de la santé, et contribuer à la mise en œuvre d'un système sécurisé de collecte de données régionales et d'échange d'information à l'aide d'une interface spécifique au pays. "

Cet objectif est lié aux besoins suivants :

Les ordinateurs et les réseaux sont utilisés presque partout dans les ministères de la santé, pour l'administration des données et la communication d'informations. Souvent, les services de soutien ne suffisent pas. C'est à l'échelon local, dans les pays, qu'il faut améliorer la sécurité des données et leur protection par des systèmes d'antivirus.

Il importe d'étudier avec le fournisseur local d'accès à Internet d'autres moyens de se connecter au courrier électronique et à Internet, et la possibilité d'établir une « ligne d'urgence » et, par ailleurs, de déterminer les meilleurs moyens d'échange d'informations organisées à l'aide des TIC.

Progrès réalisés

Le projet a été lancé en avril 2004. Après une première phase de planification, un questionnaire portant sur les questions à traiter dans le cadre de ce projet a été envoyé à tous les États et Territoires affiliés aux États-Unis d'Amérique et les réponses reçues ont été analysées. Un forum électronique, intitulé « ICT4PHS », a été ouvert dans le but de faciliter la discussion sur ce projet, et un atelier s'est tenu en août 2004. Il a été suivi de visites dans les pays par des membres de l'équipe de la CPS chargée du projet (comprenant également des consultants). On trouvera ci-après un compte rendu de l'atelier. Un rapport succinct de la réalisation de ce projet sera publié dans l'un des prochains numéros d'*Inform'ACTION*.

Coopération intersectorielle à la CPS

Ce projet est coordonné par les spécialistes de la santé publique et les experts en techniques d'information et de communication de la CPS.

Section Technologies de l'information et de la communication (TIC) de la CPS

La CPS a renforcé son engagement direct en faveur de projets nationaux liés aux TIC en 2004.

Certains pays insulaires ont bénéficié en 2004 d'une assistance, sous une forme ou une autre, de la part de la CPS au titre des stratégies en faveur des TIC : a) les Samoa américaines, les Îles Mariannes du Nord, les États fédérés de Micronésie, Guam, les Îles Marshall et Palau (Projet de renforcement des capacités des États et Territoires insulaires océaniques dans le domaine des techniques de l'information et de la communication appliquées à la surveillance de la santé publique ; b) formation informatique de 50 heures dispensée à des étudiants en animation socio-éducative, chaque année d'avril à juin ; c) fourniture d'une assistance technique au Ministère de l'agriculture des Îles Salomon (10 jours), à l'Institut des métiers de la mer de Santo (Vanuatu) (6 jours), à la Direction des affaires maritimes de Micronésie et au service de la statistique de Pohnpei (États fédérés de Micronésie) ; et d) à Vanuatu, pays d'origine des deux dernières stagiaires océaniques chargées du réseau informatique.

Cette année, la Section a donné la priorité à deux objectifs :

- fournir de façon continue aux sections et départements de la CPS des services de grande qualité en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;
- améliorer la prestation de services d'information et de communication dans les États et Territoires insulaires océaniques.

Besoins et importance croissants de ces techniques

En 2003, la CPS a participé activement aux travaux du Sommet mondial sur la société de l'information, aux échelons national et régional. En outre, un protocole d'accord a été signé entre l'Association des télécommunications des îles du Pacifique et la CPS en août 2003. Ces nouveaux partenariats reflètent l'importance croissante que revêtent les technologies de l'information et de la communication dans le développement, à moyen et à long terme, des services publics ainsi que des ressources sociales et naturelles d'Océanie.

Atelier ICT4PHS

L'atelier s'est tenu du 2 au 6 août 2004 à l'Institut universitaire de Micronésie (États fédérés de Micronésie), à Pohnpei. Organisé par la CPS, il était financé en partie par les Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique à l'aide de fonds affectés à la lutte contre le bioterrorisme et en partie par la CPS par le biais du projet PREPARE (Effort concerté océanique de mise au point d'une riposte appropriée aux épidémies), financé par la France et l'Agence néo-zélandaise pour le développement international.

En association avec les spécialistes des TIC et de la surveillance de la santé publique des États et Territoires affiliés aux États-Unis d'Amérique, les organisateurs de cet atelier avaient pour objectifs :

- d'évaluer les capacités actuelles en matière de TIC dans les pays concernés ;
- de dispenser une formation sur mesure fondée sur les résultats de l'évaluation ;
- d'offrir une formation à l'élaboration et la gestion de bases de données, y compris à la création d'interfaces pour l'échange de données ; et
- de conduire une séance de planification des activités à mener dans les pays sous la direction du consultant et du spécialiste local des TIC.

Au nombre des participants figuraient 25 spécialistes de la santé publique, experts des TIC et statisticiens de la santé venus des pays suivants : Samoa américaines, États fédérés de Micronésie (États de Chuuk, de Kosrae et de Pohnpei), Guam, Îles Marshall, Îles Mariannes du Nord et Palau.